

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.568 du 23 février 2000

A.88.236/VI-15.325

En cause : **BROSIUS** Michel,  
avenue des Croix de Guerre 296  
1120 Bruxelles,  
  
contre :  
  
**l'Etat belge**, représenté par  
le Ministre des Classes moyennes.

-----  
**LE PRESIDENT DE LA VI<sup>e</sup> CHAMBRE DU CONSEIL D'ETAT,  
SIEGEANT EN REFERE,**

Vu la demande introduite le 5 novembre 1999 par Michel BROSIUS, kinésithérapeute, qui demande la suspension de l'exécution de la décision du 9 septembre 1999 de la Commission des dispenses de cotisations lui refusant la dispense pour les cotisations trimestrielles afférentes aux trois premiers trimestres de 1999;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M. DEROUAUX, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 13 janvier 2000 fixant l'affaire à l'audience du 18 janvier 2000 à 10.45 heures, date à laquelle l'affaire a été remise à l'audience du 16 février 2000 à 11 heures;

Vu la notification du rapport et de l'ordonnance de fixation aux parties;

Rapport fait par M. CLOSSET, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, le requérant et Me DE RIDDER, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, premier auditeur chef de section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le requérant expose que le refus de dispense attaqué l'empêche d'exercer son métier, car elle l'oblige au paiement d'une somme de 74.379 francs, qu'il est dans l'impossibilité d'effectuer sans "s'enfoncer (...) dans un endettement dont (il) ne pourrai(t) sortir";

Considérant que, comme le plaide la partie adverse, un préjudice financier n'est pas, en soi, difficilement réparable; que le requérant n'établit pas que l'apurement de sa dette envers sa caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants, d'un montant de 74.379 francs, l'obligerait à mettre fin à ses activités professionnelles; que la partie adverse indique, au contraire, que le recouvrement de cette somme est, conformément aux instructions qu'elle a données, suspendu jusqu'à l'aboutissement de la procédure devant le Conseil d'Etat et qu'un contact a été pris avec la caisse à laquelle le requérant est affilié, d'où il ressort qu'un plan d'apurement de la dette peut être envisagé; qu'on peut conjecturer que la suspension de la procédure de recouvrement décidée par la partie adverse, serait maintenue en cas d'introduction, par le requérant, d'une requête en annulation de la décision attaquée jusqu'à ce qu'il soit statué

sur pareille requête; qu'il s'ensuit que le requérant ne justifie pas du risque, requis par l'article 17, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, de préjudice grave difficilement réparable pour que puisse être ordonnée la suspension demandée; que la demande de suspension ne peut être accueillie,

**D E C I D E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**

La demande de suspension est rejetée.

**Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont délaissés au requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI<sup>e</sup> chambre, le vingt-trois février deux mille par :

M. CLOSSET,	président de chambre,
M. HARMEL,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

P. HARMEL.

Ch.-L. CLOSSET.